



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N° 287

du 13 au 19 septembre 1988

POLITIQUE

La CNR repousse le début du Dialogue national
Propositions gouvernementales pour débloquer le Pacte social
Rencontre entre la RUOG et des députés du Parlement européen
L'URNG réfute toute participation à l'attentat contre Giron
L'inquiétude persiste dans l'armée
Terrorisme gouvernemental contre la presse
Des policiers en civil enlèvent des citoyens
Des citoyens nord-américains protestent contre la politique des Etats-Unis
Réunion au Guatemala entre le gouvernement nicaraguayen et la "Contra"
La rencontre entre les ministres des Affaires étrangères et Shultz est suspendue



ECONOMIE

L'exportation de café augmente

INSURRECTION

L'armée prépare une nouvelle offensive dans le Quiche

MOUVEMENT POPULAIRE

Condamnations de l'attaque contre le prêtre Andres Giron
La coordination des veuves fait son apparition
Création d'un mouvement paysan dans le Quiche
Selon l'USAC, le gouvernement est responsable du malaise

DROITS DE L'HOMME

Quatorze assassinats, bilan de la violence politique
Trois maisons incendiées en province
Le gouvernement ne donne pas de suites aux plaintes, déclare le GAM

4° P. 12315

POLITIQUE

LA CNR REPOUSSE LE DEBUT DU DIALOGUE NATIONAL

L'hermétisme et le silence règnent sur les différents secteurs sociaux et politiques guatémaltèques après l'annonce faite le 15 septembre par la Commission nationale de réconciliation (CNR) de repousser le début du Dialogue national jusqu'à la conclusion du dialogue multisectoriel, ou pacte social, entrepris par le gouvernement, le patronat et les centrales syndicales démocrates-chrétiennes. Dans les milieux politiques guatémaltèques, il apparaît que les conditions les plus favorables pour le début du Dialogue national n'existent pas encore, bien que tous les secteurs soient d'accord sur la nécessité de ce Dialogue afin de trouver des solutions aux problèmes du pays.

Le 16 septembre, l'Unité d'action syndicale et populaire (UASP) a demandé à la CNR de convoquer le Dialogue national "sans manipulation politique" et comme une véritable alternative afin d'obtenir une paix durable au Guatemala.

L'UASP a fait savoir que, dans le cadre du Dialogue national, elle présentera des propositions en matière de politiques des droits de l'homme, d'agriculture, de culture, d'éducation, d'écologie et de santé.

PROPOSITIONS GOUVERNEMENTALES POUR DEBLOQUER LE PACTE SOCIAL

Le 13 septembre, le gouvernement démocrate-chrétien a présenté trois propositions afin de résoudre le problème de la hausse des combustibles. Ces propositions ont été faites au cours de la cinquième journée de réunions du pacte social, entre le gouvernement, le patronat et deux centrales syndicales proches de la Démocratie chrétienne. Les mesures proposées par le gouvernement incluent une baisse du prix des combustibles pour une période de six mois, dont le déficit estimé à 15 millions de quetzals (environ 5,5 millions de dollars) serait pris sur les fonds des oeuvres publiques sociales.

La seconde proposition serait de maintenir le prix de l'essence de première catégorie à 3,25 quetzals (1 US \$ = 2,70 quetzals au cours officiel) et de baisser le prix des autres combustibles pour une période de six mois, avec un déficit semblable à celui de la première option.

Enfin la troisième option serait de baisser de 50% le prix du gaz propane et de maintenir à leurs prix actuels les autres combustibles.

RENCONTRE ENTRE LA RUOG ET DES DEPUTES DU PARLEMENT EUROPEEN

L'avocat syndicaliste Frank Larue, membre de la Représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG), invité par le parlementaire socialiste allemand Jannis Sakellariou, a rencontré, le 14 septembre, des membres du Parlement européen. Au cours de cette rencontre, qui a eu lieu à Strasbourg, Larue a exposé la situation des droits de l'homme au Guatemala et a réitéré la proposition de l'opposition guatémaltèque de participer au Dialogue national afin de trouver des solutions à la grave crise qui affecte le Guatemala.

Les parlementaires européens et le représentant de l'opposition guatémaltèque ont discuté de la situation conflictive en Amérique centrale, et en particulier des résultats des accords de paix de la réunion d'Esquipulas II.

La RUOG a insisté sur le fait que toute assistance économique européenne devait prendre en compte l'application des accords d'Esquipulas II par chaque gouvernement centraméricain.

L'URNG REFUTE TOUTE PARTICIPATION A L'ATTENTAT CONTRE GIRON

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) a qualifié d'"absolument fausses" les affirmations du gouvernement sur la responsabilité supposée du mouvement insurrectionnel dans l'attentat contre le prêtre Andres Giron, leader du mouvement paysan Protierra. Ce démenti a été communiqué le 13 septembre.

Le Commandement général de l'URNG considère les déclarations d'Alfonso Cabrera, ministre des Affaires étrangères, prétendant que la guérilla était à l'origine de l'attaque contre Giron, "comme une provocation au service des plus obscurs intérêts, pour calomnier le mouvement révolutionnaire, porter atteinte à son prestige et couvrir les vrais responsables".

Par ailleurs, le prêtre Andres Giron a déclaré, après son attentat, qu'il était convaincu que les responsables étaient des membres armés des secteurs qui s'opposent à son projet de distribution de terres aux paysans.

L'INQUIETUDE PERSISTE DANS L'ARMEE

La tentative de coup d'Etat du 11 mai "était un mouvement sérieux", ont affirmé les officiers accusés d'avoir participé à la rébellion, au cours de déclarations accordées à l'agence française AFP. Au cours de cet entretien, ils ont accusé le général Hector Gramajo, ministre de la Défense, d'"être au service de la Démocratie chrétienne au lieu de protéger les intérêts des forces armées".

Les militaires, qui ont souhaité garder l'anonymat par peur des représailles, considèrent que la politique du parti au pouvoir et du général Gramajo "tend à affaiblir le programme de lutte contre l'insurrection". Ils regrettent que les hautes instances de l'armée "aient soutenu plusieurs initiatives de rapprochement avec la guérilla", ce que, ont-ils dit, "nous n'allons pas permettre".

Les officiers mécontents ont prévenu que l'alarme de mai avait provoqué des fissures dans l'armée qui, si elles ne sont pas colmatées rapidement, "pourraient provoquer un nouveau mouvement contre le président Vinicio Cerezo".

TERRORISME GOUVERNEMENTAL CONTRE LA PRESSE

Le gouvernement de la Démocratie chrétienne (DCG) se rend coupable de "terrorisme légal contre les moyens de communication afin de réduire la liberté de la presse", a déclaré le groupe d'avocats "Justice et Droit" (JUDE) dans un rapport qui a pour titre "Radiographie de la liberté de presse au Guatemala" et qui a été publié le 13 septembre.

Selon JUDE, la stratégie gouvernementale pour bâillonner la presse se trouve actuellement dans sa seconde phase, "celle de la répression dans un cadre légal", grâce aux "fils invisibles qui relient les différents pouvoirs de l'Etat et qui permettent, par exemple, au pouvoir exécutif de faire pression sur le pouvoir judiciaire".

Dans leur document, les avocats font une série de recommandations au gouvernement pour maintenir le processus de démocratisation. Parmi ces recommandations, ils demandent que cesse "le terrorisme légal" contre les moyens de communication et contre les journalistes qui représentent la presse indépendante et qui sont considérés par le gouvernement comme des opposants au régime.

DES POLICIERS EN CIVIL ENLEVENT DES CITOYENS

Deux personnes qui circulaient dans un véhicule privé immatriculé P-82524 et qui n'ont pas encore été identifiées, ont été enlevées, le 14 septembre, dans un quartier du centre de la capitale, à deux pâtés de maisons de la caserne générale de la police nationale, par des inconnus fortement armés qui leur ont coupé la route avec un autre véhicule. Au moment de l'enlèvement, la radio-patrouille de la police nationale immatriculée 712 est passée à cet endroit, et en est repartie après avoir discuté avec les kidnappeurs.

Un passant qui assistait aux faits a déclaré qu'il devait s'agir d'une arrestation en remarquant que le plus étrange de l'histoire était que le gouvernement avait affirmé à plusieurs reprises qu'il n'existait pas de groupes armés en civil au service des forces de sécurité.

DES CITOYENS NORD-AMERICAINS PROTESTENT CONTRE LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS

Le 14 septembre, quatre citoyens nord-américains, deux hommes et deux femmes, se sont enchaînés aux grilles de l'ambassade de leur pays dans la capitale guatémaltèque afin de dénoncer ce qu'ils ont appelé la "politique illégale et immorale" de leur gouvernement à propos de l'Amérique centrale. Ils ont demandé à rencontrer le chef de la mission diplomatique James Mitchel, et dans ce but ils ont commencé une grève de la faim le 19 septembre.

Dale Ashara-David, Sara Story, Charly Liteky et John Schurchardt ont demandé la fin de la politique nord-américaine dans la région qui a conduit à la disparition de centaines de personnes sous des gouvernements militaires, à la politique contre-insurgée de basse intensité et à l'utilisation d'énormes moyens pour la guerre plutôt que pour le développement.

Le député Roberto Alejos Cambara a fait remarquer à ce propos qu'"il est triste que ce soit des citoyens nord-américains qui manifestent devant leur propre ambassade, car nous ne pouvons pas le faire en raison de l'accroissement de la répression dans le pays".

REUNION AU GUATEMALA ENTRE LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN ET LA "CONTRA"

Une délégation du gouvernement nicaraguayen, conduite par le vice-ministre des Affaires étrangères Victor Hugo Tinoco, est arrivée le 19 septembre dans la capitale guatémaltèque afin de commencer une série d'entretiens préliminaires avec les responsables du mouvement contre-révolutionnaire financé par les Etats-Unis et regroupé au sein de la dite Résistance nicaraguayenne.

La délégation de la "Contra" est composée par les dirigeants Bosco Matamoros, responsable des relations publiques de la RN, Roberto Ferrey et René Herrera. A son arrivée au Guatemala, Tinoco a accusé la "Contra" de ne pas respecter ses engagements. Celle-ci s'était engagée en juillet dernier à libérer 900 paysans enlevés et ne l'a pas fait jusqu'à présent.

De son côté, le président nicaraguayen Daniel Ortega a souligné que la rencontre de Guatemala avait un caractère préliminaire dans la mesure où les négociations doivent avoir lieu à Managua.

LA RENCONTRE ENTRE LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ET SHULTZ EST SUSPENDUE

La rencontre entre les ministres centraméricains des Affaires étrangères et le secrétaire d'Etat nord-américain George Shultz, prévue pour le 4 octobre à New York au cours de l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, a été repoussée à une date ultérieure, a fait savoir Alfonso Cabrera, ministre des Affaires étrangères guatémaltèque, le 13 septembre.

Le haut fonctionnaire a déclaré que l'annulation avait eu lieu après que l'ambassadeur itinérant de l'administration Reagan en Amérique centrale, Morris Busby, lui eu expliqué que George Shultz aurait des difficultés à assister à cette rencontre en raison d'obligations intérieures.

Par ailleurs, la présidence du Guatemala a fait savoir que le président Vinicio Cerezo voyagera au Costa Rica et au Salvador, le 22 septembre, et qu'il sera le jour suivant au Nicaragua et au Honduras, pour une tournée destinée à "stimuler" une rencontre des présidents centraméricains qui aurait lieu au début du mois d'octobre à San Salvador.

ECONOMIE

L'EXPORTATION DE CAFE AUGMENTE

Le Guatemala a exporté 110.922 tonnes de café entre les mois de janvier et août de cette année, ce qui lui a permis d'obtenir une rentrée de 305 millions de quetzals (1 US \$ = 2,70 quetzals), a fait savoir la Direction générale des services agricoles (DIGESA) du ministère de l'Agriculture. La Direction a également fait savoir qu'en 1986 68.597 tonnes de café avaient été exportées, quantité qui est passée à 113.767 tonnes en 1987.

Les principaux clients pour le café guatémaltèque sont les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale, la Hongrie, la Malaisie, le Canada, la Jordanie, la Corée, Oman, la Suisse, la Nouvelle-Zélande, Singapour, l'Arabie saoudite, l'Australie, la Belgique, la Hollande, l'Italie et la Pologne.

INSURRECTION

L'ARMEE PREPARE UNE NOUVELLE OFFENSIVE DANS LE QUICHE

L'armée gouvernementale prépare une nouvelle offensive contre les positions insurgées dans le département d'El Quiche, au nord-ouest du pays, pour laquelle elle mobilise "secrètement" ses troupes dans un "branle-bas de combat", a fait savoir Radio Voz Popular, dans son émission du 16 septembre.

La radio a déclaré que par trois fois l'armée avait échoué dans ses tentatives de détruire sa station émettrice et qu'elle mobilise actuellement ses troupes dans le département de San Marcos afin d'opérer une quatrième tentative.

Voz Popular a ajouté que, dans le département d'El Quiche, la troupe se refusait à réaliser des opérations de patrouille et de surveillance en raison de la proximité des forces de la guérilla et des coups constants que leur portent les révolutionnaires; de ce fait l'armée doit faire face à de gros problèmes d'indiscipline.

MOUVEMENT POPULAIRE

CONDAMNATIONS DE L'ATTAQUE CONTRE LE PRETRE ANDRES GIRON

Le Comité d'unité paysanne (CUC) a condamné, le 13 septembre, l'attentat dont avait été victime le prêtre et leader paysan Andres Giron, qualifiant cet acte de "nouvelle tentative d'intimidation contre le mouvement populaire en général, et contre le mouvement paysan en particulier".

De son côté, l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) a condamné l'attentat en soulignant que ce n'est pas ainsi que "les Guatémaltèques pourront résoudre les problèmes du pays, car cet acte vient encore obscurcir la situation au moment où tous les secteurs se préparent à entamer le Dialogue national".

LA COORDINATION DES VEUVES FAIT SON APPARITION

Des dizaines de veuves, toutes d'origine indigène, ont tenu, le 13 septembre, leur première assemblée nationale au cours de laquelle elles ont décidé de fonder la Coordination nationale des veuves du Guatemala (CONAVIGUA). Au cours de leur première manifestation, elles ont dénoncé le détournement de l'aide internationale qui leur est destinée, détournement au profit des maires et d'autres fonctionnaires du gouvernement.

"Malgré nos démarches, nous ne recevons aucune aide. Dans certains endroits, on nous donne un petit quelque chose, mais à la condition que nous ne participions à aucune manifestation et que nous ne réclamions pas nos maris disparus". Leur manifeste signale également que bien souvent les fonctionnaires ne tiennent pas compte d'elles car "elles ne parlent pas bien l'espagnol et ne savent ni lire ni écrire".

CREATION D'UN MOUVEMENT PAYSAN DANS LE QUICHE

Une nouvelle organisation paysanne, baptisée Conseil Runujel Juman (CERJ) qui en langue quiché signifie "tous égaux", a été constituée, a fait savoir, le 17 septembre, son coordinateur Amilcar Mendez, au cours d'une conférence de presse donnée dans les locaux de l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA).

"Nous voulons lutter pour le droit à la vie, le respect de notre culture, et contre le rejet, le paternalisme et la discrimination. Nous refusons toute forme d'imposition et de répression de l'Etat ou de qui que ce soit. Notre projet est d'obtenir une démocratie constitutionnelle qui prenne en compte les aspects sociaux, économiques, politiques et ethniques", a déclaré Mendez. Les responsables du CERJ ont réfuté les accusations d'extrémisme lancées contre eux par l'armée. Ils ont également rappelé leur refus du recrutement forcé dans les Patrouilles d'autodéfense civile en expliquant : "nous sommes fatigués... cela ne nous apporte aucun profit, bien au contraire, cela nous apporte la pauvreté et les maladies, et nous rend l'existence plus difficile au moment où le coût de la vie est si élevé".

SELON L'USAC, LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE DU MALAISE

Le mécontentement au Guatemala est la conséquence du non-respect par le gouvernement de ses engagements faits auprès des organisations populaires et syndicales, ainsi que de l'absence d'un plan de développement économique et social demandé par le pays, a déclaré le Conseil supérieur universitaire (CSU) de l'Université de San Carlos de Guatemala (USAC) dans un communiqué publié le 14 septembre. Le CSU, formé d'étudiants, de professeurs et de techniciens, souligne que "pour lancer et maintenir le développement, la paix sociale et la stabilité politique, il est indispensable de défendre l'ordre constitutionnel, la libre organisation et l'expression du peuple guatémaltèque".

L'organisme le plus haut de l'USAC a rappelé également la nécessité urgente de lancer un dialogue "ouvert et franc, afin de trouver les solutions qu'exige la crise économique que vit le pays".

DROITS DE L'HOMME

QUATORZE ASSASSINATS, BILAN DE LA VIOLENCE POLITIQUE

Quatorze personnes, dont une femme, ont perdu la vie après avoir été victimes de coups et de tortures. C'est le bilan de la violence politique pour cette semaine selon la presse du 19 septembre. Outre ces assassinats, trois personnes ont été enlevées par des groupes d'inconnus. Dans l'un des cas d'enlèvement, une patrouille de la police nationale était présente, mais n'est pas intervenue pour empêcher le kidnapping de deux passagers d'un véhicule particulier, à seulement deux pâtés de maisons du quartier général de la police.

TROIS MAISONS INCENDIEES EN PROVINCE

Un groupe d'inconnus circulant dans plusieurs véhicules a incendié trois maisons de la parcelle onze du village de Pinula, commune de Tiquisate, département d'Escuintla. Les dégâts matériels n'ont pas encore été chiffrés. Selon les informations, l'attaque a eu lieu le 12 septembre dans la soirée; elle a été réalisée par un groupe de personnes non-identifiées et fortement armées qui ont fait feu contre les trois maisons de la parcelle, propriété de Ciriaco Yanez, avant de les incendier.

LE GOUVERNEMENT NE DONNE PAS DE SUITES AUX PLAINTES, DECLARE LE GAM

De nombreuses plaintes sur l'existence de cimetières clandestins sont restées sans suites, a déclaré, le 18 septembre, Nineth de Garcia, présidente du Groupe d'appui mutuel aux parents de disparus (GAM). La responsable de l'organisation humanitaire a précisé que, selon ses estimations, il existe encore 108 cimetières clandestins dans le nord-ouest du pays, contenant les restes de centaines de victimes de la répression gouvernementale, sur lesquels aucune enquête n'a encore été faite.

La présidente du GAM a accusé le gouvernement de distribuer à certains de ses membres du sucre, des haricots, des planches et autres produits de base afin de les pousser à quitter le GAM.